



ACTUALITÉ

l'événement

Le prix des maisons de retraite

Le prix d'une place en maison de retraite diffère d'une région à l'autre. Des disparités qui pèsent lourdement sur le budget des personnes âgées et de leurs familles mais aussi sur l'aide sociale. En Midi-Pyrénées, la situation est cependant moins tendue qu'en Languedoc-Roussillon ou en Aquitaine.

Le coût d'un hébergement en maison de retraite est difficile à assumer pour la grande majorité des personnes âgées et leurs familles dans la mesure où la retraite mensuelle moyenne est généralement inférieure au coût mensuel d'un séjour. L'accession à un établissement privé étant, quant à elle, bien plus coûteuse qu'une place dans une maison de retraite publique ou associative. À cela, s'ajoutent des inégalités territoriales. Ainsi, dans le privé (1), si le coût moyen d'un hébergement est de 2 200 € en moyenne en France, en Midi-Pyrénées, il est de 2 361 € contre 2 456 € en Languedoc-Roussillon et de 2 537 € en Aquitaine. Dans les grandes villes, les disparités sont encore plus marquées. Pour une place à Toulouse, il faut en moyenne déboursier 2 690 €. À Montpellier 2 809 € et à Bordeaux 2 893 €.

Les différences de tarifs entre les établissements publics et privés s'expliquent facilement. Les premiers, contrairement aux seconds, bénéficient de subventions. Le privé emprunte donc souvent bien plus pour construire ses structures d'accueil. Et, au final, c'est à sa clientèle, c'est-à-dire aux personnes âgées, qu'il fait payer l'addition.

La tendance ne fait que s'accroître depuis une quinzaine d'années, période à partir de laquelle les pouvoirs publics se sont nettement désengagés de ces programmes de construction.

Du coup, le privé progresse et détient aujourd'hui plus de 20 % de ce marché de la vieillesse. (lire l'expert page 3).

Au tarif de base, particulièrement dans le privé, s'ajoute presque toujours des dépenses supplémentaires comme le téléphone, le coiffeur et les produits d'entretien de la personne. « Cela peut faire grimper la note de 200 € par mois », calcule la fille de Jacqueline, une dame de 94 ans qui vit dans une résidence pour seniors de Toulouse.

Un exode vers des villes moins chères

Si les établissements publics affichent des prix plus abordables (parfois en dessous de 2000€), ils sont malheureusement incapables de répondre à la demande. « Il y a des listes d'attente. Il faut attendre qu'un pensionnaire décède pour avoir une place », explique une employée d'une maison de retraite de Tarbes.

De nombreuses personnes âgées sont donc contraintes de quitter leur ville ou leur département pour trouver une place dans un établissement en rapport avec leurs ressources. Un « exode » souvent très mal vécu et qui coupe la personne de ses connaissances.

Quant aux établissements spécialisés, ceux qui fournissent une prestation adaptée à une pathologie comme celle d'Alzheimer, ils ont des tarifs encore plus élevés. Cela peut facilement dépasser les 4 500 € par mois à Toulouse.

Le département du Gers, conscient que beaucoup de ces malades âgés ne peuvent accéder à ces structures, est en train de mettre sur pied un accueil de jour itinérant pour permettre aux familles de souffler. Du personnel formé recevra ainsi régulièrement, dans une salle mise à sa disposition par les municipalités, les anciens souffrant de ces troubles.

Compte tenu du vieillissement de la population, la mise en place d'un système de financement basé sur la solidarité s'affiche être, chaque jour un peu plus, un véritable enjeu de société.

(1) selon une étude réalisée par Retraite plus, organisme qui aide les personnes âgées et leurs familles dans la recherche d'un établissement.

Les établissements spécialisés dans certaines pathologies sont encore plus chers.

Dossier réalisé par Guillaume Atchouel